

Face aux régimes de sanctions internationales, les garanties d'assistance pour les expatriés et personnes en mission posent des défis complexes, exigeant une conciliation délicate entre obligations légales et protection des bénéficiaires.

CONFORMITÉ

L'assistance aux expatriés au défi des sanctions internationales



GAELE BALDET-LADAN,
directrice générale du cabinet
de courtage Geodesk



FRÉDÉRIQUE BANNES PHILIP,
avocate au barreau de Paris,
cabinet FB conseil

Adoptées par l'Organisation des Nations unies, l'Union européenne, ou certains pays tels que les États-Unis (OFAC), les sanctions économiques et financières internationales cherchent à susciter un changement de politique ou de comportement de la part de personnes ou entités impliquées dans des activités répréhensibles et à sanctionner de telles activités. Elles peuvent viser :

- des gouvernements de pays en raison de leurs politiques au regard des droits de l'homme et de l'atteinte à la paix et la sécurité ;
- des entités et des entreprises fournissant les moyens de mener les politiques ciblées ;
- des groupes ou organisations menant des activités illicites, par exemple des groupes terroristes ;
- des personnes ou entités qui soutiennent ces activités illicites et politiques ciblées.

La France propose une liste consolidée des personnes morales et physiques visées par les sanctions onusiennes et européennes⁽¹⁾. À ce régime s'ajoute la nécessaire vigilance des entreprises françaises aux sanctions secondaires des États-Unis dans le cadre du régime de sanctions de l'OFAC. Ces sanctions à vocation extraterritoriale s'appliquent dès lors que :

- les personnes physiques ou morales bénéficiaires de la garantie d'assistance sont visées par la législation des États-Unis comme personnes sanctionnées (SDN ou *Specially Designated Nationals and Blocked Persons Lists*),
 - des personnes morales sont détenues directement ou indirectement à 50 % par des personnes physiques ou morales sanctionnées,
 - les flux financiers des opérations d'assurance (règlement de montants de primes ou d'indemnité sinistres) sont en devises USD.
- Les régimes de sanctions peuvent avoir des répercussions sur l'activité d'assurance, en particulier sur les garanties d'assistance aux personnes en expatriation ou en mission.

Quels sont concrètement les enjeux et les défis pour les entreprises dans la mise en œuvre de ces garanties d'assurance ?

1- LE FONCTIONNEMENT DE LA GARANTIE D'ASSISTANCE AUX PERSONNES PHYSIQUES EXPATRIÉES OU EN MISSION

De façon générale, un expatrié désigne une personne qui vit temporairement ou de manière permanente dans un pays étranger, tout en restant citoyenne de son pays d'origine.

Pour les assureurs, qui reprennent le plus souvent la définition de la Sécurité sociale française, un expatrié est une personne qui séjourne plus de six mois à l'étranger. En deçà de cette durée, la personne est simplement considérée comme étant en mission. Cette distinction a son importance, car les contrats et les garanties dont peuvent et doivent bénéficier les expatriés par rapport aux personnes en mission ne sont pas identiques. Ainsi, les personnes en mission conservent leurs droits sociaux et leur régime de santé, alors que les expatriés doivent s'affilier à des régimes locaux de santé et/ou à des contrats internationaux, qu'il s'agisse de contrats en complément d'une affiliation à la Caisse des Français de l'étranger (CFE)⁽²⁾ ou de contrats dits au premier euro⁽³⁾. La garantie d'assistance aux personnes est le plus souvent souscrite par l'employeur (entreprise, ONG, association, institution internationale) lorsqu'il s'agit de missions ou d'expatriation professionnelle. Elle peut également être souscrite directement par un professionnel indépendant ou une personne qui part pour des raisons personnelles. Cette garantie complémentaire comprend les principaux postes suivants :

- l'assistance rapatriement, c'est-à-dire le retour dans le pays d'ori-

gine ou de résidence habituelle pour des raisons médicales (avion sanitaire ou place aménagée sur des avions de ligne, etc.) ;

- les frais médicaux liés à l'hospitalisation d'urgence à l'étranger et souvent des frais de santé complémentaires dans le pays de rapatriement ;

- les frais de recherche et de secours ;

- les frais d'hébergement des accompagnants ;

- le retour anticipé en cas de décès ou d'hospitalisation d'un proche ;

- le retour anticipé en cas de catastrophes naturelles, de pandémies, de troubles politiques... ;

- le retour sur le lieu de mission ou d'expatriation après guérison ;

- l'assistance juridique à l'étranger ;

- la responsabilité civile vie privée pour les préjudices causés aux tiers ;

- les envois de médicaments ;

- la téléconsultation ;

- des garanties optionnelles individuelles accident (capitales en cas de décès ou d'invalidité suite à un accident à l'étranger) ou d'assistance liée aux voyages (annulation de billets d'avion, etc.)

Les clauses d'exclusions prévues dans les garanties d'assistance sont similaires à celles des contrats d'assurance classiques, avec toutefois certaines spécificités telles que les exclusions particulières suivantes :

- les maladies préexistantes à la souscription de la garantie d'assurance. Sur ce point, on notera une différence importante entre les contrats souscrits par un particulier et les contrats « collectifs » souscrits par une entreprise, une association, ou une ONG. Pour ces derniers, la garantie concerne souvent un nombre suffisamment important de personnes physiques ayant qualité d'assurés pour justifier que l'assureur envisage de prendre en charge dans certaines conditions les maladies préexistantes ;

- les maladies et les blessures survenues sous l'influence de l'alcool ou de drogues. Ainsi par exemple, dans le cas d'une personne tombée dans des escaliers et gravement blessée, une société d'assistance a pu intervenir et prendre en charge les premiers soins et les secours jusqu'à ce qu'une prise de sang confirme l'état d'alcoolémie avancé. Cet état étant à l'origine de l'accident, l'assureur a cessé de prendre en charge le sinistre et la personne a dû régler seule l'ensemble des frais d'hospitalisation. En l'espèce, la compagnie d'assistance aurait même été en droit de demander le remboursement de l'ensemble des frais avancés, ce qu'elle n'a pas choisi de faire ;

- les blessures causées par un comportement violent ou imprudent de l'assuré et plus généralement toutes les blessures ou accident liés au non-respect par l'assuré de la réglementation locale du pays dans lequel il séjourne.

À ceci s'ajoute la clause d'exclusion liée aux pratiques sportives à risques ou aux compétitions qui doit faire l'objet d'une attention particulière. Les contrats d'assistance excluent ainsi les sports et activités tels que le parachutisme, les raids, le trekking, l'escalade, etc. ainsi que tous les sports liés à la conduite d'aéronefs. De même, toute activité liée à des participations, même en tant qu'amateur, à des compétitions sportives, paris, ou matches, est le plus souvent exclue. Certains rachats d'exclusions sont toutefois envisageables, au cas par cas, lors de la souscription du contrat d'assurance et surtout avant tout événement.

2- L'APPLICATION DES RÉGIMES DE SANCTIONS INTERNATIONALES AUX GARANTIES D'ASSISTANCE AUX EXPATRIÉS ET PERSONNES EN MISSION

Une garantie d'assistance aux personnes expatriées ou en mission est généralement accordée avec une territorialité « monde entier ». Cependant, les pays sous sanctions et embargos font l'objet d'un trai-

tement particulier. Au-delà de la clause contractuelle « sanctions », laquelle n'est pas homogène selon les garanties d'assurance proposées sur le marché, les pays sous sanctions sont exclus dans la clause de territorialité ou font l'objet d'une clause d'exclusion spécifique.

La compagnie d'assistance est tenue par une obligation de moyens et non de résultat dans sa prestation : il lui appartient de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer sa prestation mais sa responsabilité ne peut être recherchée si, l'ayant fait, elle ne parvient pas à rapatrier la personne du fait notamment de circonstances qui rendent impossible ou difficile l'exécution de sa prestation. Il revient à l'assureur et au courtier d'informer en toute transparence les assurés bénéficiaires des dispositions et restrictions contractuelles, tant au moment de la souscription du contrat d'assurance dans les documents précontractuels (IPID, notice d'information), qu'au cours de l'exécution dudit contrat, sous peine d'être sanctionnés par les tribunaux.

La société d'assistance prend en charge la logistique et l'organisation en cas de problèmes de santé au cours d'un séjour ou d'une expatriation. Elle est tributaire de la situation du pays dans lequel elle opère. Ainsi, dans le cas d'une personne en mission à Damas qui devait subir une intervention chirurgicale en urgence, la société d'assistance, afin de parer toute difficulté liée au transfert des fonds et à la question des sanctions, a préféré rembourser l'organisation qui employait le blessé plutôt que de prendre en charge en local le règlement des frais de l'opération. Cette pratique est d'ailleurs assez courante. De nombreux contrats d'assurance couvrant les rapatriements et les frais médicaux d'urgence comprennent des clauses permettant à l'assureur de régler directement l'entité souscriptrice du contrat située en France ou Europe plutôt que de procéder à des règlements en local. Dans ce cas, il appartient à l'entreprise ou à l'organisation de gérer la situation localement, quitte à bénéficier d'un soutien logistique à distance de la part de la société d'assistance. L'assureur évite ainsi le risque de ne pas se conformer à un régime de sanctions.

Quelques principes de base sont à retenir pour la garantie assistance :

- les plafonds garantis ainsi que les montants de franchises varient selon les contrats ;

- une couverture en assistance rapatriement est souvent exigée pour rentrer dans certains pays ;

- les souscriptions de garantie d'assurance voyage/assistance rapatriement à destination de la Biélorussie, la Russie et l'Ukraine font l'objet d'un traitement spécifique. Le plus souvent, ces garanties sont suspendues dans les contrats à destination du grand public ou des particuliers. Il est toutefois possible, sur demande, d'étudier la souscription de garanties d'assurance et d'assistance dans ces pays et d'informer les clients des difficultés y afférentes. Ainsi, dans le cas de l'Ukraine en guerre, les aspects logistiques et les difficultés d'intervention de la compagnie d'assistance doivent être portés à la connaissance de l'assuré. Dans le cas de la Russie et de la Biélorussie, la garantie de l'opération envisagée doit faire l'objet d'une analyse préalable de faisabilité par des spécialistes en sanctions internationales au regard des flux financiers et des choix des partenaires.

Les souscriptions de garanties d'assurance dans des pays sensibles ou en guerre doivent faire l'objet d'une attention et d'une négociation spécifique pour éviter toute difficulté une fois sur place.

Les garanties d'assistance distribuées par les acteurs du marché ont des couvertures adaptées aux besoins des assurés et sont souvent préférables à des couvertures proposées par les cartes bancaires, tout particulièrement pour les professionnels.

D'une façon générale, les régimes de sanctions internationales sont ciblés et visent des personnes physiques et morales spécifiques. Par >>

» conséquent, toute fourniture de biens, de services, tout mouvement financier non explicitement prohibé par les sanctions de l'ONU et/ou de l'Union européenne est autorisé. Toutefois, eu égard à la complexité et à l'hétérogénéité des régimes internationaux de sanctions, les acteurs de l'assurance n'ont d'autre choix que de procéder à une analyse au cas par cas selon les pays concernés de la mise en œuvre d'une garantie d'assistance aux personnes, dans une approche par les risques, et une logique de contrôle de connaissance préalable des bénéficiaires des garanties et de sécurité des flux financiers.

Les exemples suivants illustrent la multiplicité des situations :

- un expatrié français à Cuba victime d'un accident dans un hôtel ou d'un accident de la route peut faire jouer sa garantie d'assistance rapatriement souscrite en France sans difficulté, le bénéficiaire de la garantie étant l'expatrié assuré ;
- un expatrié français malade et hospitalisé au Venezuela pourra voir ses frais de santé remboursés en France pays de résidence, ou réglés directement à l'hôpital ou un médecin local ;
- un expatrié iranien domicilié en France et employé d'une entreprise française pourra être garanti au titre de ses frais de santé lors de ses déplacements à l'étranger pris en charge dans le cadre d'un contrat d'assurance collective souscrit par son employeur ;
- un citoyen franco-russe qui souscrit un forfait ski à une caisse de remontée mécanique dans une station des Alpes françaises peut se faire rembourser ses jours inutilisés en cas d'interruption de séjour pour cause d'accident grâce à la garantie assistance. En cas de maladie, les jours non utilisés d'un forfait ski sont remboursés par les assurances des remontées mécaniques uniquement si l'affection est jugée grave, autrement dit que la maladie a engendré une hospitalisation imprévue de plus de vingt-quatre heures consécutives justifiée par un certificat médical et impliquant l'interdiction ou la cessation de la pratique du ski ⁽⁴⁾ ;
- un expatrié français victime d'une catastrophe naturelle ou d'un attentat dans un pays sous sanction peut actionner son contrat d'assurance pour couvrir son rapatriement si sa sécurité est menacée ;
- le fils d'un expatrié de cinq ans atteint d'un lymphome avancé est admis à l'hôpital d'Erbil, en Irak, pour une chimiothérapie. Il doit être évacué vers un centre spécialisé en Jordanie identifié comme le pays le plus proche disposant d'installations médicales adéquates. L'assureur contacte un prestataire de services en charge de l'évacuation basé à Amman en capacité d'entrer en Irak. Des visas sont obtenus pour le jeune garçon et son père et l'admission à l'hôpital d'Amman est effectuée ;
- un salarié expatrié français en Turquie se blesse gravement au cours d'une mission professionnelle. L'assurance souscrite par l'employeur prend en charge les soins médicaux, ainsi que les frais de réadaptation nécessaires à la guérison.

Encore une fois, le règlement des indemnités s'effectue sous réserve que l'individu assuré ou les bénéficiaires de l'indemnité d'assurance (médecins, hôpital locaux) ont fait l'objet d'une mesure de vigilance par l'assureur ou le courtier d'assurance dans le cadre d'une délégation de gestion, autrement dit d'un contrôle conformité de connaissance du bénéficiaire préalable à tout règlement d'indemnité.

3- LES EXEMPTIONS OU DÉROGATIONS AUX RÉGIMES DE SANCTIONS INTERNATIONALES

Les procédures de gels des avoirs des personnes physiques ou morales faisant l'objet de sanctions internationales peuvent faire l'objet d'exemptions ou de dérogations. Qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

- une exemption est « une exception prévue dans un règlement européen qui ouvre la possibilité d'opérer une action qui est interdite par ce texte

à certaines conditions qu'il convient de respecter. Des exemptions sont ainsi prévues dans certains régimes de sanctions pour les opérateurs qui reçoivent des financements publics de l'Union européenne ou des États membres en vue de fournir une aide humanitaire et parfois plus largement d'aider les populations civiles » ⁽⁵⁾. On pense par exemple à l'achat et au transport de carburant en Syrie par certains organismes en 2012 sur la base du règlement 36/2012 du 18 juin 2012 pour fournir une aide humanitaire et aider la population locale syrienne ⁽⁶⁾.

• Une dérogation est « une situation prévue dans les textes qui ouvre la possibilité d'opérer une action interdite par ces textes à condition qu'elle soit autorisée préalablement par une autorité nationale compétente » ⁽⁷⁾. Les opérations humanitaires des ONG entrent dans le cadre des dérogations. La difficulté réside dans le fait que lesdites exemptions et dérogations diffèrent selon les pays et les réglementations d'où la nécessité d'analyser les dispositifs réglementaires au cas par cas. En effet, si comme le rappelle l'ACPR dans ses lignes directrices sur le gel des avoirs de juin 2016 ⁽⁸⁾ les organismes d'assurance s'abstiennent de conclure des contrats d'assurance non-vie avec des personnes ou entités désignées, la DG Trésor autorise, de manière générale et automatique sans autorisation préalable les organismes d'assurance à conclure des contrats d'assurance non-vie avec une personne ou entité désignée dans les conditions suivantes :

- s'il s'agit d'une assurance légalement obligatoire (exemples : voiture, habitation) ;
- si l'adhésion à un contrat collectif, incluant des garanties santé, incapacité, invalidité, décès ou retraite, est une obligation imposée par l'employeur de la personne désignée et que les cotisations ou primes sont prélevées sur le salaire de la personne désignée.

Ces dérogations sont importantes car elles doivent permettre de concilier le respect des régimes de sanctions et le maintien d'une activité en lien avec un pays sous sanction.

Dans un monde de plus en plus globalisé, garantir la sécurité sanitaire dans des zones sensibles reste un enjeu majeur. Il convient dès lors de naviguer avec prudence et éthique, en trouvant un équilibre entre la conformité aux divers régimes de sanctions et la fourniture de services essentiels aux clients. ■

⁽¹⁾ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/services-aux-entreprises/sanctions-economiques>

⁽²⁾ Voir notamment sur les différentes obligations d'affiliation et les conventions entre pays le site du CLEISS. La Caisse des français à l'étranger prend en charge, comme le fait la Sécurité sociale pour les Français résidant en France, la couverture sociale de base, notamment les frais de santé, les cotisations retraite, et les accidents de travail.

⁽³⁾ Ces contrats, souscrits avec un assureur privé, prennent directement en charge les frais de santé en fonction des plafonds prévus au contrat et des garanties souscrites.

⁽⁴⁾ À noter que certaines assurances spécifiques proposées par des courtiers et des agents généraux peuvent inclure la maladie dans leurs motifs de remboursement d'un forfait ski non utilisé ou utilisé à moitié.

⁽⁵⁾ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau2/Pages/f3234489-26a1-48f7-8a05-f31d34551f13/files/78b41956-7c8c-4541-b392-a1364cf98a86> page 5

⁽⁶⁾ Règlement UE 36/2012 du 18/01/2012 <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2012:016:0001:0032:FR:PDF>

⁽⁷⁾ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Institutionnel/Niveau2/Pages/f3234489-26a1-48f7-8a05-f31d34551f13/files/78b41956-7c8c-4541-b392-a1364cf98a86> page 6

⁽⁸⁾ https://acpr.banque-france.fr/sites/default/files/media/2021/06/23/20210616_lignes_directrices_gel_des_avoirs.pdf (page 33 et s.)